

CONVENTION DE PRESTATION DE FORMATION

Année 2019-2020

Entre

Université Côte d'Azur,  
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental,  
Dont le siège social se situe Grand Château - 28 avenue Valrose-BP2135-06103 Nice cedex 2,  
France  
Représentée par son Président, Monsieur Jeanick BRRISWALTER

D'une part,

Et

L'Université de Montréal,  
Université publique à charte privée  
dont le siège social se situe C.P.6128, succursale Centre-Ville Montréal (Québec) CANADA,  
H3C 3J7  
Représentée par son Recteur, Monsieur Guy BRETON

Ci-après désignée par « L'UDEM »

D'autre part,

**Préambule :**

En vertu de l'accord-cadre entre l'Université Nice Sophia Antipolis, la Communauté d'Université et d'Etablissement (ComUE) Université Côte d'Azur et l'Université de Montréal signé le 26 octobre 2018,

Suite à la parution du Décret n° 2019-785 du 25 juillet 2019, l'Université Nice Sophia Antipolis ayant disparu, ses droits et obligations ont entièrement été transférés à Université Côte d'Azur au 01.01.2020. Décret n° 2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation des statuts,

Université Côte d'Azur et l'UDEM ont, par convention, manifesté leur volonté commune de collaborer pour développer leurs ressources d'enseignement et de formation. C'est dans ce cadre qu'elles ont créé un Diplôme Inter-Universitaire permettant le développement professionnel continu des professionnels de la santé publique pour l'année universitaire 2019-2020.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Article 1.- Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de régler les modalités et les engagements respectifs des deux parties désignées ci-dessus dans le cadre de la formation suivante :

- « **Diplôme Inter-Universitaire Animation et Coordination territoriale en santé publique** »
- « **Master Mention Ingénierie de la Santé, Parcours Santé Publique** »

Cette formation entièrement dispensée en e-learning s'adresse aux professionnels de santé publique.

La représentation générale du DIU et le programme du module de formation « intersectorialité » sont annexés à la présente convention.

## **Article 2 -Responsabilité pédagogique**

S'agissant d'un diplôme d'Université Côte d'Azur, la responsabilité pédagogique est assurée par le Professeur Christian PRADIER, Chef du Département universitaire de Santé publique du CHU de Nice.

## **Article 3. - Engagement des parties**

### **Engagement de L'UDEM**

En exécution de la présente convention, l'UDEM s'engage à animer le module « intersectorialité » entièrement dispensé en e-learning. Dans le cadre du « Diplôme Inter-Universitaire Animation et Coordination territoriale en santé publique » et du « Master Ingénierie de la Santé, parcours santé publique » organisés par Université Côte d'Azur, l'UDEM se charge :

- de la mise à disposition du module
- de l'évaluation des étudiants inscrits au DIU et au Master dans le cadre de ce module
- du tutorat (accompagnement durant toute la durée de la formation)

### **Engagement d'Université Côte d'Azur**

En contrepartie des engagements pris dans le cadre du présent contrat, Université Côte d'Azur s'engage à verser à l'UDEM la somme suivante : 3 880 euros. Ce montant s'entend net de taxe. La facture établie dès la fin de la formation par l'UDEM sera adressée directement à Université Côte d'Azur. Le versement d'Université Côte d'Azur sera effectué « service rendu », à la fin de la réalisation de la prestation par virement sur le compte bancaire de l'UDEM (un RIB sera joint à la facture).

## **Article 4. - Secret-Publications**

L'expression « Informations Confidentielles » désigne les informations ou les données de quelque nature que ce soit, contenues sur quelque support que ce soit, y compris, sans que cette liste soit limitative, les informations écrites ou orales, documents écrits, imprimés ou

électroniques, plans, spécifications, formules, logiciels, savoir-faire, systèmes, prototypes, schémas, résultats scientifiques, techniques de recherche, tous échantillons, modèles, données, et pour lesquelles la Partie divulgatrice a expressément et explicitement indiqué par écrit à la Partie récipiendaire, le caractère confidentiel desdites informations ou données. Lorsque lesdites informations ou données sont divulguées oralement, leur caractère confidentiel doit, le cas échéant, être précisé oralement puis réitéré par un écrit.

Les Parties s'engagent à ce que ces Informations Confidentielles échangées :

- a) soient toutes considérées comme étant strictement confidentielles,
- b) soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres Informations Confidentielles;
- c) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de leur personnel ayant à les connaître qui acceptent de se soumettre aux dispositions de l'accord, et à prendre toutes mesures pour éviter que ce personnel ne divulgue à des tiers tout ou partie des Informations Confidentielles,
- d) ne soient pas communiquées à un tiers, quels que soient les liens capitalistique ou juridique, sans l'accord explicite et préalable de la Partie qui les a communiquées,
- e) ne soient utilisées que pour les finalités définies dans le préambule de l'accord,
- g) ne fassent l'objet d'aucune exploitation industrielle et/ou commerciale, directe et/ou indirecte, ni d'aucune demande de dépôt de brevet ou autre titre de propriété intellectuelle de la part de la Partie récipiendaire, sauf accord préalable et écrit de la Partie dont elles émanent.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, chaque Partie peut communiquer les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou postérieurement à celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute de la Partie qui les reçoit, ou
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite sans aucune restriction et en l'absence de toute violation du présent accord, ou
- qu'elles sont divulguées après autorisation écrite de la Partie dont elles émanent, ou
- qu'elles sont déjà en possession de la Partie qui les reçoit, ou
- qu'elles sont développées par la Partie qui les a reçues de manière indépendante et de bonne foi, ou
- qu'elle a été dans l'obligation de divulguer la stricte partie d'Informations Confidentielles dont la loi ou une décision de justice exige la divulgation, ou
- qu'elle a obtenu, d'un éventuel tiers prestataire de service auquel elle aurait recours, la signature d'un engagement de confidentialité conforme à l'Accord. Dans cette hypothèse, la Partie communicatrice s'engage à faire parvenir à l'autre Partie avant toute divulgation une copie de cet engagement de confidentialité.

Aucune disposition du présent accord n'implique :

- une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection d'Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle,
- une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces Informations au profit de l'autre Partie. Le droit de propriété des Informations Confidentielles appartient en tout état de cause à la Partie dont elles émanent (sous réserve des droits des tiers).

Par ailleurs, le présent article ne pourra faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au présent accord de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève,
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent accord, cette soutenance devant être organisée chaque

fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certaines Informations Confidentielles.

Enfin, chaque Partie s'engage à ne pas faire usage du nom, logotype et/ou de la marque de l'autre Partie (et de ses laboratoires) ou de l'un de ses préposés, notamment dans un but promotionnel, industriel et/ou commercial et ce, quel que soit le support utilisé (vidéo, plaquette publicitaire, dossier de presse. etc.) sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la Partie concernée.

#### **Article 5. - Propriété intellectuelle**

Le module de formation « intersectorialité » reste la propriété de l'UDEM.

Tous les documents pédagogiques qui pourront être produits, par l'UDEM seul, pour la réalisation du module intersectorialité resteront propriété de l'UDEM.

Néanmoins, il est précisé que les chercheurs, enseignants-chercheurs et étudiants de l'Université Côte d'Azur restent seuls titulaires de l'ensemble des prérogatives attachées à leur droit d'auteur sur toute œuvre de l'esprit dont ils pourraient être auteurs ou co-auteurs. En particulier, les chercheurs, enseignants-chercheurs et étudiants de l'Université Côte d'Azur resteront seuls titulaires des droits d'auteur qu'ils pourraient faire valoir sur la production, dans le cadre du présent partenariat, de tout document pédagogique à laquelle ils auraient participé.

#### **Article 6. - Durée**

La présente convention prend effet pour l'année universitaire 2019/2020. Cependant les dispositions prévues aux articles 4 et 5 resteront en vigueur nonobstant l'échéance ou la résiliation anticipée du contrat.

#### **Article 7. - Résiliation - Report**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne deviendra effective que trois mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Dans ce cas, l'estimation de la valeur des prestations partielles effectuées par l'UDEM et due par Université Côte d'Azur devra être effectuée au prorata des prestations réalisées. Dans le cas où un trop grand nombre d'annulation d'étudiants impacterait l'équilibre pédagogique et financier de la formation, Université Côte d'Azur se donne le droit d'ajourner la formation. Elle en informera l'intervenant avant le début de la formation dans les meilleurs délais.

#### **Article 8. - Modification de la convention**

Les modifications éventuelles arrêtées d'un commun accord feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

## Article 7. - Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention.

En cas de désaccord persistant au-delà d'un délai d'un mois à compter de la réception par le cocontractant de cette lettre, et sous réserve d'avoir respecté la procédure de règlement amiable ci-dessus exposée, les parties seront autorisées à saisir la Justice, à moins qu'elles ne s'entendent pour recourir à l'arbitrage.

Le Tribunal Administratif de Nice sera compétent pour connaître le litige.

La loi applicable à la présente convention est la loi française applicable en France.

Fait à ..... le ...../...../.....

en 2 exemplaires originaux

Pour Université Côte d'Azur	Pour l'UEM
Le Président Jeanick BRISSWALTER	Le Recteur Guy BRETON